

Date : 12/07/2007



A la recherche d'un nouveau modèle : la collaboration documentaire en Chine – Etude comparative

Tim Jiping Zou

Et

Elaine Xiaofen Dong

Bibliothèques de l'Université d'Arkansas
USA

Traducteur : Frédéric Blin
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche,
France

Meeting:

96-2 Document Delivery and Resource Sharing Section (2)

Simultaneous Interpretation:

Yes

WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 73RD IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL
19-23 August 2007, Durban, South Africa
<http://www.ifla.org/iv/ifla73/index.htm>

Résumé

Cette communication présente le paysage de la collaboration documentaire (NDT : en anglais, Library Resource Sharing) en Chine et en examine, d'un point de vue comparatif, les récents développements dans les années 90 et le début des années 2000. Elle met l'accent sur, notamment : (1) une présentation historique de la réalité de la collaboration documentaire aux Etats-Unis et en Chine, et en particulier dans les domaines des catalogues collectifs des imprimés et périodiques, des services bibliographiques en ligne, et du prêt entre bibliothèques ; (2) un panorama de la littérature chinoise, et des problématiques et défis relatifs à la collaboration documentaire en Chine ; (3) une analyse de trois modèles de collaboration documentaire afin de permettre de comprendre l'évolution paradigmatique actuellement en œuvre en Chine ; et (4) une analyse comparative des objectifs, structures, gouvernance, etc. de la collaboration documentaire aux Etats-Unis et en Chine.

Notre étude souligne également la nécessité de construire en Chine une bibliothèque numérique nationale, afin de gagner en compétitivité dans le domaine de la collaboration documentaire et de soutenir la rapide croissance économique et sociale nationale. A cette étape de son développement, le succès du « China Academic Library & Information System » (Réseau chinois d'information et de bibliothèques universitaires) constitue un argument convaincant pour l'établissement d'une bibliothèque numérique nationale avec ses méthodes de gouvernance, de financement et de développement.

Introduction

Notre étude part du postulat que le besoin de collaboration documentaire a pris de l'importance en raison de l'explosion des technologies de l'information et de la forte croissance économique de la Chine, dans le contexte de la mondialisation. Des changements significatifs se sont produits en Chine depuis 20 ans. Différentes expériences de collaboration documentaire ont commencé à apparaître, en conséquence d'analyses intensives d'expériences correspondantes menées avec succès dans les pays développés, essentiellement aux Etats-Unis. Ces modèles chinois naissants fournissent des études de cas utiles au regard de la croissance à long terme, en ce qu'ils abordent des questions telles que les glissements de paradigmes, les stratégies, l'influence des ressources financières, technologiques et humaines, et l'adaptation de nouvelles approches de gouvernement et leadership. Nous nous sommes basés sur une exploitation extensive de la littérature traitant de la politique documentaire, tant des publications que d'une sélection de sites internet.

Aperçu historique

Library Resource Sharing est une expression devenue populaire aux Etats-Unis à l'époque des réseaux informatiques et de l'internet, bien que les premiers efforts menés dans ce domaine précèdent de longtemps l'apparition des technologies informatiques. En prenant un certain recul historique, on s'aperçoit que la collaboration documentaire a été, et continue à être, un rêve des bibliothécaires, tant aux Etats-Unis qu'en Chine. Le plan Farmington (1942-1972), fréquemment cité par les bibliothécaires chinois comme une source d'inspiration pour coordonner les acquisitions, était l'une des tentatives les plus précoces pour construire une collection mondiale exhaustive aux Etats-Unis. Le plan appelait à chaque bibliothèque participante à prendre la responsabilité d'acquérir une copie de chaque livre publié dans le monde, et sur un sujet pouvant intéresser les chercheurs américains. Le plan s'acheva en 1972, mais le rêve de collaboration documentaire s'est maintenu sous différentes formes. Aujourd'hui, trente ans plus tard, les bibliothécaires chinois reprennent ce rêve avec un nouveau plan de coopération entre bibliothèques afin de pouvoir donner accès à la plupart des publications périodiques numériques étrangères grâce à l'implication d'un petit nombre de bibliothèques réparties dans tout le pays.

1. La collaboration documentaire aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la collaboration documentaire est entrée en vogue dans les années 1970, lorsqu'une nouvelle technologie fut déployée par OCLC (alors l'Ohio College Library Center) afin d'automatiser la production des cartes de catalogues papier grâce à des formats pouvant être lus par des machines¹. OCLC utilisa cette nouvelle technologie afin de fournir des données bibliographiques en ligne, ce qui facilita immédiatement le développement des bases de données dans les bibliothèques, et permit la mise en place de procédures communes de catalogage. Le résultat premier de cette fourniture automatique de données bibliographiques fut la naissance du catalogage partagé, ce qui permit de réduire significativement le besoin de créer localement des notices. L'impulsion suivante sur la collaboration documentaire fut donnée par le développement des mini-ordinateurs à bas prix. La capacité de ces machines à traiter différentes tâches simultanément et de fournir un accès rapide et d'imposantes capacités de stockages afin de soutenir les activités en ligne fut partie intégrante de l'avancement du partage des ressources. Grâce aux développements technologiques et la croissance continue de l'automatisation des bibliothèques, quelques importantes alliances régionales de bibliothèques apparurent. Parmi les premières fut créé le réseau des bibliothèques de l'Illinois (Illinois Library and Information Network – ILLINET) afin d'établir «un réseau d'information pour le prêt entre bibliothèques et les services de référence»². A la fin des années 1980, OhioLINK devint une autre association réussie de

bibliothèques universitaires aux Etats-Unis. L'objectif initial d'OhioLINK était de construire un système de catalogage en ligne au niveau de l'Etat. Aujourd'hui, OhioLINK sert 600.000 étudiants, enseignants-chercheurs et autres personnels dans 85 institutions membres. Son catalogue collectif contient 45,3 millions de notices, dont 9,8 millions sont des notices d'objets uniques, et proposant un service d'emprunt et de fourniture de documents en ligne et inter-universitaire.

1.1. Les catalogues collectifs

L'un des objectifs importants de la collaboration documentaire à l'époque de la pré-automatisation fut de construire un catalogue collectif par l'intermédiaire de bibliothèques ouvrant leurs collections au grand public. Aux Etats-Unis, la première tentative de créer un catalogue collectif de périodiques fut initiée en 1901, lorsque fut publié un inventaire collectif des périodiques de Chicago. Dans les années 1930, il devint très courant de trouver des références à des projets d'inventaires collectifs menés dans les principales villes américaines. Au niveau national, la bibliothèque du Congrès publia en 1927 l'inventaire collectif des publications en série, comprenant 75.000 titres et représentant les collections de 225 bibliothèques. Au milieu des années 1950 furent publiées sous forme de livre les premières éditions imprimées et cumulatives mensuelles, trimestrielles, annuelles et quinquennales du catalogue collectif national. Les premiers volumes du *National Union Catalog*, pre-1956 Imprints apparurent en 1968, et le projet continua pendant plus de dix ans. Pendant cette période, les bibliothèques devinrent de plus en plus dépendantes de l'informatique en ce qui concerne les informations bibliographiques et de localisation.

1.2. Les outils bibliographiques en ligne

En parallèle du développement des systèmes d'automatisation et des réseaux locaux et régionaux interconnectés, apparurent les « services bibliographiques » (« *Bibliographic utilities* ») – terme communément employé par les bibliothécaires américains pour désigner les « systèmes en ligne coopératifs dont les origines résident dans le partage des données catalographiques »³. Les exemples sont nombreux de ces services bibliographiques aux Etats-Unis. Le *Online Computer Library Center* (OCLC), le *Research Library Information Network* (RLIN) et le *Washington Library Network* (WLN) apparurent tous les trois au début des années 1970. Différents à de nombreux égards, ces trois grands services bibliographiques commencèrent en tant que système de catalogage partagé ; cependant, chacun d'entre eux dépassa ce stade et élargirent leurs compétences. Les relations de leurs membres avec ces trois services varièrent. Dennis Reynolds souligne que quelques bibliothèques « sont des participantes directes, qui disposent sur place d'un équipement informatique ; d'autres sont des participantes indirectes, par l'intermédiaire de centres informatiques ou d'arrangements spécifiques ; d'autres encore n'ont aucun statut formel d'utilisateur de l'un ou l'autre de ces systèmes, mais elles ont toutefois accès à une ou plusieurs des bases de données et dépendent des informations de ces dernières⁴. Les trois systèmes en ligne ont joué un rôle considérable en fournissant une aide automatisée à la production, au traitement et à la diffusion de l'information bibliographique dont avaient besoin les bibliothèques. En 1999 et 2006 respectivement, WLN et RLG ont fusionné avec OCLC. Avec cette évolution, OCLC devint l'unique service bibliographique national aux Etats-Unis.

1.3. Prêt entre bibliothèques (PEB)

La nécessité pour chaque bibliothèque de disposer d'un service de PEB a été un fort encouragement à la coopération entre bibliothèques. Bien que le concept de prêt entre bibliothèques fut bien documenté depuis le 19^e siècle⁵, son acceptation par les bibliothèques américaines comme étant un service à part entière de la bibliothèque ne s'est pas produite avant 1917, quand un comité de l'*American Library Association* fit paraître le premier Code

pour le prêt entre bibliothèques (*Code for Interlibrary Loans*) afin de réglementer les comportements au regard des activités de PEB. « Le code ne se substitue pas aux éventuels accords consortiaux ou aux codes régionaux ou d'Etat qui pourraient être plus souples ou plus directifs, mais le code national fournit des directives pour les échanges entre les bibliothèques pour lesquelles n'existe aucun autre accord »⁶.

Les étapes qui impliquent le plus grand degré de coopération afin de faciliter le PEB sont : (1) la détermination de la localisation du document concerné ; (2) le traitement de la demande de PEB ; et (3) la fourniture des documents d'une bibliothèque à une autre. Avant le développement de l'informatique, les activités entre bibliothèques étaient assez limitées en raison du manque d'outils permettant la localisation des documents. Avant que les trois grands services bibliographiques en ligne n'apparaissent, les bibliothèques dépendaient sur les catalogues collectifs imprimés et les inventaires collectifs pour localiser les sources à emprunter. Dans la seconde moitié des années 1930, plusieurs centres bibliographiques régionaux furent créés afin de lancer des catalogues fichiers collectifs. Jusqu'à la fin des années 1970, le Centre bibliographique pour la recherche à Denver, par exemple, est resté un outil plus viable qu'OCLC ou que le catalogue collectif national pour localiser les publications d'avant 1976⁷. La plupart des centres n'ont pas survécu très longtemps, en raison des coûts élevés de maintenance.

A l'ère de l'informatique furent créés au niveaux des Etats plusieurs consortia afin de faciliter les services de PEB. Ces consortia régionaux utilisaient les services bibliographiques d'OCLC et de RLG, mais elles ont également formé leurs propres réseaux afin d'assurer un service de PEB efficace. RLG comme OCLC ont développé leur propre logiciel de gestion du PEB (ILL Manager, Ariel, ILLiad, et Odyssey) afin d'aider les bibliothèques participantes à faire face aux tâches de PEB en local. Le catalogue collectif et les inventaires collectifs en ligne d'OCLC sont en définitive devenus le système de catalogage partagé le plus utilisé au monde. A partir de cette ressource a été développé un module qui permet aux bibliothèques d'interroger les collections ouvertes au PEB des autres bibliothèques, de transmettre les demandes et de suivre l'ensemble du processus. Aujourd'hui, plus de 6900 bibliothèques dans 96 pays et territoires de par le monde utilisent World Cat d'OCLC. Afin d'encourager un programme de collaboration documentaire internationale, OCLC a initié un programme de partage mondial (Global Sharing Program) afin d'aider ces bibliothèques à faire des emprunts de documents au-delà des frontières de l'Etat et du pays⁸.

2. La collaboration documentaire en Chine

La Chine n'a pas connu la plupart de ces développements avant la période post-révolution culturelle. Au début des années 1980, la plupart des bibliothèques universitaires en Chine utilisaient encore les catalogues papier. Mettre en place un catalogue collectif national pour les imprimés comme pour les périodiques représentait une tâche colossale. Beaucoup de bibliothèques travaillaient indépendamment les unes des autres, et partager les ressources et les services était très peu réaliste.

2.1. Les catalogues collectifs

Un plan de collaboration documentaire vit très brièvement le jour dans les années 1950. Ce plan, connu sous le nom de Plan national de coordination des bibliothèques et de l'information (1957), fut élaboré par le Conseil d'Etat avec deux missions : (1) mettre en place des comités de coordination aux niveaux régional et national ; (2) établir un catalogue collectif national des imprimés ainsi que des périodiques. Le résultat fut la création de deux comités centraux de bibliothèques à Pékin et Shanghai, devant explorer les possibilités de mise en place d'un système de PEB⁹. La signature d'un accord pour l'utilisation réciproque et sur site des collections de chacune des bibliothèques fut un progrès certain, mais

concrètement, le prêt de documents entre bibliothèques fut très limité par de l'absence d'un système contrôle et gestion automatisé. Le plan ne prit pas vraiment, et fut rapidement interrompu par la révolution culturelle (1966-1976). L'effort fut repris dans les années 1980, fondé sur le plan antérieur à la révolution culturelle, mais les bibliothécaires se sont rapidement retrouvés handicapés par un manque d'information bibliographique pertinente et complète. Le besoin d'un catalogue collectif national fut de nouveau mis en tête des priorités, et cette tâche fut confiée à la bibliothèque nationale de Pékin (la future bibliothèque nationale de Chine). La bibliothèque commença à diffuser des données bibliographiques sous forme de cartes papier, à expérimenter le format MARC, et à établir des normes pour le catalogage et la classification. Pourtant, ce ne fut pas avant les années 1990 qu'une intense activité commença à se focaliser sur la normalisation des formats bibliographiques et sur le catalogage partagé en réseau.

2.2. Les services bibliographiques en ligne

Il existe à l'heure actuelle deux principaux services bibliographiques en Chine. La Bibliothèque nationale de Chine (BnC) commença à cataloguer en ligne des documents chinois en 1988, et à produire un catalogue informatisé en 1990¹⁰. En tant que principale bibliothèque publique en Chine, la BnC joue un rôle premier dans l'élaboration des normes de catalogage et dans le développement d'outils utiles à la mise en œuvre d'un catalogue collectif national. En 1997, le Centre national des acquisitions et du catalogage fut instauré au sein de la BnC, afin de coordonner les acquisitions, d'organiser le catalogage partagé, et de servir d'aide et assistance aux bibliothèques publiques du pays. Fin mai 2005, le centre comptait déjà 536 membres, et 944 utilisateurs institutionnels des données. Sur une période de douze mois, de juin 2004 à mai 2005, un total d'un million de notices bibliographiques ont été téléchargées par les utilisateurs¹¹. Fin 2006, le catalogue collectif de la BnC cumulait 1,2 millions de notices bibliographiques. Pourtant, la BnC se trouve confrontée aujourd'hui à certains défis pour maintenir son statut d'utilité publique : (1) le manque de variété dans les documents acquis ; (2) le manque de diversité des services offerts à ses utilisateurs ; et (3) le manque de demande internationale pour ses produits. Reconnues très largement en Chine comme étant pionnières dans le domaine du contrôle bibliographique, les normes de contrôle d'autorité de la BnC n'ont pas été acceptées universellement hors de Chine¹².

Un autre service bibliographique national pour les bibliothèques universitaires apparut en 1999, lorsque fut fondé le Système universitaire chinois d'information et des bibliothèques (*China Academic Library and Information System – CALIS*). CALIS fait partie des 211 Initiatives lancées par le Conseil d'Etat afin de construire un système d'information national pour toutes les institutions d'enseignement supérieur, financé directement par le ministère de l'éducation. CALIS développe des ressources et fournit des services grâce à 4 centres nationaux spécialisés suivant les disciplines suivantes : SHS, sciences de l'ingénieur et technologie, médecine, et agriculture, et 8 centres régionaux d'information.

Etant l'un de ses services principaux, CALIS souhaitait construire un catalogue collectif national afin de faciliter le partage des ressources entre les bibliothèques universitaires. Le projet fut accepté en 1997 et le Centre de catalogage partagé en ligne inauguré en mars 2000. Depuis cette date, CALIS a accéléré la construction d'un catalogue collectif et le nombre de notices a augmenté rapidement. Ainsi par exemple, en deux mois du 1^{er} novembre au 31 décembre 2006, 46.355 notices bibliographiques ont été ajoutées à la base de données. A la fin de l'année 2006, celle-ci contenait plus de 2 millions de notices de différents types de documents et en plusieurs langues. En moyenne, plus de 1000 titres ont été ajoutées chaque jour, et plus de 200.000 notices téléchargées chaque mois par les bibliothèques participantes. En complément de ce catalogue collectif à la croissance rapide, CALIS commença à organiser des formations et des ateliers dans ses centres régionaux afin de promouvoir ses normes de

catalogage. En 2001, CALIS publia le *Guide CALIS pour le catalogage partagé en ligne*, ouvrage monumental de 2 volumes regardé depuis par les membres de CALIS comme la bible du catalogueur. Fin 2006, 604 institutions participaient au programme de catalogage partagé de CALIS. Selon Yi Lu, le Centre de catalogage partagé en ligne de CALIS a développé le plus important et le meilleur système de catalogage partagé en ligne chinois, ayant une réputation de sérieux, d'exhaustivité, et d'exactitude de ses produits¹³.

2.3. Le prêt entre bibliothèques

Le PEB à grande échelle n'existait pas en Chine avant les années 1990, lorsque les systèmes informatiques apparurent. Ce retard du PEB en Chine n'était pas simplement causé par ce manque de moyens technologiques, mais également parce qu'un certain nombre d'éléments essentiels étaient absents. En premier lieu, il n'existait pas de catalogue collectif électronique comparable à ceux d'OCLC ou du RLIN. Deuxièmement, la collaboration entre les bibliothèques restait au niveau du concept, et de nombreuses bibliothèques souhaitaient attendre afin de ne pas prendre de risque, car elles n'avaient pas de modèle à suivre. Troisièmement, de nombreux bibliothécaires conservaient la mentalité du « ce sont nos collections » contre celle du « ce sont vos collections ». Jusqu'à la fin des années 1980, les bibliothèques tant de lecture publique qu'universitaires possédaient des magasins fermés. Déplacer les documents hors des locaux était vécu comme un risque de perte et de dommages potentiels faits aux documents. Quelques bibliothèques n'acceptaient de prêter que les ouvrages dont elles possédaient plus d'une copie.

Au vu des raisons ci-dessus, la méthode de PEB la plus commune en Chine aujourd'hui est l'emprunt réciproque sur site. Un usager de la bibliothèque doit tout d'abord obtenir une carte de prêt générique auprès de sa propre bibliothèque, avant de se rendre dans l'autre bibliothèque. Chaque consortium dispose de politiques différentes concernant le PEB. C'est pourquoi chaque utilisateur doit savoir dans quelle bibliothèque il/elle compte se rendre afin d'obtenir la carte adéquate auprès de sa propre bibliothèque. Certains consortia ont des restrictions spécifiques concernant les documents que peut emprunter un usager non-affilié. L'utilisateur peut également éviter de se rendre dans la seconde bibliothèque en demandant à la sienne d'obtenir à sa place le document demandé. En ce cas, un droit de prêt est demandé suivant le type et la localisation de la bibliothèque prêteuse. Certaines grandes bibliothèques nationales disposent également d'une offre de PEB international, mais la somme à payer est prohibitive et le processus très long. En raison de la procédure complexe et du coût élevé, le PEB n'est pas aussi populaire en Chine qu'il l'est aux Etats-Unis, et la demande pour ce service est généralement assez faible. Un article publié en 2002 a montré que sur 702 bibliothèques universitaires, 397 participaient à un réseau de PEB, et seules 24 bibliothèques dépassaient 1000 prêts par an¹⁴. Les données concernant le PEB à l'université Suzhou, citées dans un autre article de la même année, renforcent l'impression d'une très faible demande pour le service du PEB. En six ans, de 1996 à 2001, le total annuel des transactions était respectivement de 94 (1996), 368 (1997), 324 (1998), 629 (1999), 584 (2000) et 550 (2001)¹⁵.

Le PEB en Chine est un service payant. Ce type de service contre paiement met les possibilités financières de l'utilisateur à l'épreuve. La plupart des étudiants ne se retournent vers le PEB qu'en dernier recours, s'ils ne peuvent absolument pas l'éviter. Le système de paiement encourage une utilisation raisonnée du service, et quelques universités importantes prennent en charge une partie des coûts pour encourager l'utilisation de ce service. Plus généralement, la localisation et l'obtention de l'accès aux ressources étaient des enjeux majeurs. Les bibliothèques chinoises ont été lentes à adopter les technologies de fourniture de document disponibles sur le marché. Très peu de bibliothèques disposent de leur propre service de coursier permettant un traitement rapide. Jusqu'à la création de CALIS en 1998, les articles photocopiés étaient envoyés par voie postale, et les documents scannés étaient

transférés par fax ou par pièce attachées à un courriel. Avec la connexion de plus en plus fréquente des bibliothèques à des réseaux d'information, l'achat et l'obtention d'accès à des bases de données en texte intégral devient apparemment une meilleure stratégie pour permettre aux bibliothèques de rendre l'information disponible à l'utilisateur. En effet, cela est devenu une des priorités essentielles pour la collaboration documentaire dans un environnement connecté en réseau.

2.4. La collaboration documentaire dans un environnement connecté en réseau

La vague des initiatives de collaboration documentaire coïncide avec une période où le gouvernement chinois commence à investir massivement dans une infrastructure pour une autoroute de l'information nationale. Le premier réseau à haut débit, le *National Computing & Networking Facilities of China* (NCFC), financé par la Commission d'Etat au Plan et un prêt de la Banque mondiale, fut installé en 1989 sur le campus de l'académie chinoise des sciences. L'intention originale fut d'utiliser ce réseau pour connecter trois réseaux de campus : l'académie chinoise des sciences, l'université de Pékin, et l'université Qinghua. La colonne vertébrale de NCFC fut achevée en 1993. Un an plus tard, elle devint totalement connectée à internet via un routeur international, fournissant une connexion internet aux trois campus. A peu près au même moment, la Commission d'Etat pour l'éducation lança le Réseau chinois pour l'éducation et la recherche (*China Education and Research Network – CERNET*) depuis le campus de l'université Qinghua. CERNET connectait 10 importantes universités de recherche du pays à travers NCFC. En 1995, le nombre de lignes téléphoniques s'était accru de 10 millions, et DDN, un réseau national de transmission de données, s'était étendu à toutes les principales capitales régionales et continuait à se répandre rapidement auprès des villes moyennes¹⁶. Avec cette structure mise en place, les importants événements suivants purent être organisés :

1993	Mise en œuvre d'APTLIN (Academica Sinica, Université de Pékin, et Université Tsinghua), premier réseau partagé de bibliothèques. Le projet était financé par la Fondation nationale chinoise pour les sciences naturelles
1997	Instauration instauré à la BnC à Pékin du Centre national d'acquisition et de catalogage, pour promouvoir et coordonner le catalogage partagé en ligne pour les bibliothèques chinoises de lecture publique.
1998	Approbation par la Commission nationale pour le développement et la réforme de la création de CALIS, avec comme objectif d'achever la première phase de CALIS en 2000
1999	Organisation par la BnC à Pékin d'une conférence afin de promouvoir le partage des ressources ; 124 bibliothèques signèrent la <i>Proposition pour le partage national des ressources des bibliothèques</i> . En conséquence, 122 bibliothèques signèrent également un <i>Code du prêt entre bibliothèques</i> la même année.
2000	Lancement du premier plan pour le Projet de bibliothèque numérique chinoise (2000-2005)
2000	Lancement à l'université Zhejiang du Projet sino-américain de bibliothèque numérique <i>Million Book</i> . Ce projet avait comme ambition de numériser, en collaboration avec des bibliothèques américaines, environ un million de livres dont 50.000 en chinois et 50.000 en anglais ; plus des thèses et mémoires issus de collections des bibliothèques, de chaque côté.
2002	Formation du Consortium de bibliothèque numérique des bibliothèques

	universitaires chinoises (<i>Digital Library Consortium of Academic Libraries</i>) ¹⁷
2004	Lancement officiel à l'université de Pékin de la Bibliothèque de sciences humaines et sociales chinoise
2006	Création de la Bibliothèque nationale de sciences de l'académie chinoise des sciences (auparavant bibliothèque numérique chinoise pour la science) à partir de l'intégration de la bibliothèque de l'académie des sciences à Pékin avec 3 autres bibliothèques à Lanzhou, Chengdu et Wuhan.

Panorama de la littérature professionnelle

1. Publications sur la collaboration documentaire en Chine

Les publications chinoises des années 1994-2004 sur la collaboration documentaire montrent que cette thématique a suscité un intérêt croissant durant cette période. 397 articles au total ont été publiés dans différentes revues, de même que quelques ouvrages. La plupart de ces articles se concentrent sur une revue de la littérature et ne sont qu'une introduction au sujet. Sur ces 397 articles, 312 (78,6%) traitent de l'environnement de la collaboration documentaire en général. 69 (17,4%) se concentrent sur les problématiques liées au développement des bibliothèques universitaires. Le reste concerne les bibliothèques publiques et les bibliothèques spécialisées. Le volume de publications sur le sujet s'accroît après 1997. On assista à un glissement de paradigme, depuis un panorama général et des introductions à la question vers des études et analyses en profondeur. Les thèmes de ces études comprennent¹⁸ :

- L'analyse des tendances et des modèles
- Les barrières et défis aux développements futurs
- La connectivité et la coopération sur le campus entre les bibliothèques et les archives
- Les droits d'auteurs et les licences
- Les modalités d'accès aux articles en texte intégral (notamment les articles de revues étrangères)
- Le développement de collections et de ressources dans des disciplines variées.

2. Les problématiques et les défis en Chine

De nombreux articles traitant du partage des ressources ont mentionné les fossés existants entre les systèmes de bibliothèques (publiques, universitaires et spécialisées) comme autant de freins considérables à un véritable partage des ressources. Chaque type de bibliothèque possède son propre système administratif maintenu par le réseau de sa propre tutelle, et suit de ce fait ses propres procédures. Le réseau de bibliothèques de lecture publique, piloté par la BnC et le réseau des bibliothèques publiques de Shanghai, est sous la tutelle du Ministère de la Culture. CALIS dépend quant à elle du Ministère de l'Education ; la NSTL, du Ministère des Sciences et de la Technologie ; le Système de la Bibliothèque nationale pour la Science, de l'Académie chinoise des sciences (CAS). D'autres bibliothèques spécialisées ou bibliothèques scolaires dépendent soit d'une agence gouvernementale, soit d'une administration régionale ou municipale. Le résultat en est que chaque bibliothèque tire ses objectifs et ses missions de la politique de sa tutelle, celle qui lui accorde ses budgets. Beaucoup de bibliothèques continuent par elles-mêmes et en fonction des financements qu'on leur accorde, à acquérir des documents ou développer des systèmes d'information. Les petites bibliothèques, qui sont au bas de la hiérarchie administrative et qui n'ont pas grand-chose à partager, sont souvent exclues des principaux consortia. De plus en plus, celles qui peuvent

bénéficier le plus du partage des ressources sont les petites bibliothèques publiques dans les zones rurales, ainsi que les bibliothèques des petites communautés universitaires et écoles professionnelles.

De nombreux articles expriment une inquiétude à propos de l'immobilisme de certaines bibliothèques des régions en développement. Tous les réseaux d'informations et consortia puissants se situent dans les zones métropolitaines, à l'économie florissante ; c'est pourquoi de nombreuses barrières continuent d'exister dans des régions sous-développées ou en voie de développement, empêchant toute initiative ou progrès. Sun Wei et Zhao Fang¹⁹ ont listé les éléments suivants comme autant de barrières fréquentes :

- L'idée persistante que les bibliothèques sont des espaces fermés et autosuffisants, qui n'invitent généralement pas à l'émergence d'idées créatives pour le travail en commun et le partage
- Les blocages traditionnels dus à une organisation bureaucratique immuable, qui empêche toute coordination transversale des ressources humaines et financières
- L'absence de politiques et de règles concernant les pratiques de collaboration documentaire
- Les divergences entre bibliothèques dans le déploiement de systèmes d'information intégrés et dans l'application des normes et procédures, entraînant l'impossibilité de mettre en place un réseau ouvert et interopérable.
- L'absence de consensus sur le changement de paradigme dans un environnement en réseau.

Modèles

Si l'on ne tient pas compte des barrières et des déséquilibres qui existent, des progrès remarquables ont été faits ces 20 dernières années dans le domaine du partage des ressources. Notre panorama des activités sur cette période a révélé certaines tendances, à partir desquelles sont analysés trois modèles, dans un ordre visant à établir une macro-perspective de la collaboration documentaire en Chine. Les trois modèles (modèle centralisé, modèle consortium et modèle portail), qui s'imbriquent souvent en l'absence de paramètres distinctifs, sont présentés ici afin de faire comprendre le changement de paradigme au niveau théorique. Tous les termes employés pour décrire ces trois modèles peuvent être définis dans des contextes différents. Nous les avons employés en relation avec les structures organisationnelles, et non dans le contexte de la communication en réseau.

1. Le modèle centralisé

Jusqu'à nos jours, le système politique et social chinois est resté un modèle centralisé, hiérarchique et pyramidal. Une bibliothèque, ou un système de bibliothèque, s'intègre dans un « bloc » administratif d'un système rigide où elle s'efforce d'être autonome et autosuffisante dans ses processus d'acquisition et de catalogage. Cela est vrai également pour chaque sous-système au niveau provincial. Un exemple typique de ce modèle peut être trouvé à la BnC par exemple. Pékin, Shanghai, Guangdong, Fujian et Hubei sont des précurseurs dans le domaine de la collaboration documentaire chez les bibliothèques publiques ; la structure qui prévaut ici est celle d'une bibliothèque centrale et de bibliothèques connexes²⁰. Ce modèle centralisé de collaboration documentaire se caractérise par : (1) une bibliothèque centrale qui fournit ses ressources et services aux bibliothèques connexes ; (2) des ressources acquises et traitées de manière centralisée ou coopérative ; et (3) un service de PEB qui est fourni aux autres

bibliothèques mais dans un sens unique. Bien qu'il y ait dans une certaine mesure du partage de ressources, ce modèle ne vise pas une répartition équitable entre tous les membres du système, parce que les contributions de la bibliothèque centrale et des bibliothèques connexes sont très déséquilibrées. Les ressources sont gérées et contrôlées essentiellement par la bibliothèque centrale.

L'un des avantages d'être une bibliothèque centrale, c'est de toujours recevoir la plus importante part des financements gouvernementaux. C'est pourquoi elle est en position très favorable lorsqu'il s'agit d'influencer des groupes décisionnels, ou de participer à d'importants projets qui permettent souvent une amélioration des moyens, du niveau technique et de la formation du personnel. A l'inverse, les déséquilibres dans le partage des ressources entraînent certains inconvénients. Les bibliothèques centrales disposent de plus de ressources, ce qui crée un besoin de partager plus avec les autres ; pourtant, un déséquilibre existe en ce qu'elles donnent beaucoup, mais n'obtiennent que très peu en retour. Les autres bibliothèques ne sont pas des partenaires au strict sens du terme, mais plutôt des consommateurs. Les priorités et missions varient selon la taille et le niveau de la bibliothèque centrale, et doivent être très rigoureusement soulignées dans les accords de partage, afin qu'un équilibre subtil puisse être maintenu entre ce qu'une bibliothèques est capable de partager et ce qu'elle peut obtenir en retour.

Si l'on excepte les problèmes liés à un déséquilibre dans le partage et à la non-flexibilité organisationnelle, une bibliothèque centrale forte peut fournir une forte contribution. Dans le cas de la BnC, son Centre national des acquisitions et du catalogage dirige le catalogage partagé de nombreuses bibliothèques publiques et fournit des documents sur différents supports, CD/DVD, fichiers électroniques à télécharger ou transférer par ftp, des notices MARC issues de la *Bibliographie nationale* aux autres bibliothèques. Le centre de fourniture de documents de la BnC propose d'un service de PEB international grâce au courrier postal ou électronique auprès plus de 500 bibliothèques de 63 pays différents²¹.

Bibliothèque centrale, la BnC est confrontée au défi plus important qui est de maintenir l'usage sur place de ses collections imprimées. D'après les statistiques de l'année 2003, le total des transactions effectuées a diminué de 12,71%, les entrées de 9,86%, les délivrances de cartes de lecteur de 17,85%, et le nombre total de pages du site web de la BnC de 14,48% par rapport à l'année précédente²².

Afin de résoudre ces difficultés, la BnC a souhaité davantage de flexibilité et de participation dans des activités de partage de ressources. La BnC s'est positionnée comme coordinatrice du Consortium du partage national de ressources et d'informations²³, afin de faciliter le partage entre les bibliothèques publiques du pays tout entier ; elle a de même récemment participé au projet de partage des ressources culturelles nationales²⁴, et contribué à l'élaboration d'un réseau national afin de créer, préserver et diffuser des versions numériques des ressources d'information culturelles chinoises auprès de la population chinoise.

2. Le modèle « consortium »

Le terme « consortium » est issu du dictionnaire bibliothéconomique américain pour désigner généralement toute forme de coopération et de collaboration entre bibliothèques. Aux Etats-Unis, 3 éléments importants définissent un consortium de bibliothèques : (1) il s'agit d'un libre partenariat fondé sur les besoins et les intérêts respectifs de chaque institution ; (2) il est formé suivant un contrat définissant les droits et obligations de chacun des membres ; (3) ses membres conservent leurs propres statuts, et le contrôle du consortium sur chacun de ses membres se limite généralement aux activités impliquant l'ensemble du groupe.

Les consortia de bibliothèques prennent en Chine différentes formes. Le terme « consortium » est souvent employé de manière interchangeable avec les termes « alliance », « réseau », « association » ou « bloc » de bibliothèque partageant des ressources et des services au sein d'un même ensemble administratif. Cela est dû au fait que toutes les bibliothèques chinoises sont financées par l'Etat et, de manière historique, s'insèrent toutes dans certains « blocs ». Un consortium en Chine est souvent porteur de l'héritage structurel bureaucratique, spécialement parmi les bibliothèques, du même « bloc », et est en totalité par la même administration. Il est généralement facile de créer un consortium avec des bibliothèques d'un même « bloc », davantage qu'avec des bibliothèques de « blocs » différents. En outre, les bibliothèques d'un même bloc partagent le même réseau informationnel, ce qui est essentiel à la création d'un environnement virtuel partagé. C'est pour cela qu'il est naturel aux bibliothèques de constituer des consortia basé sur les différentes typologies de bibliothèques, que sont les bibliothèques universitaires, publiques, et spécialisées.

Plusieurs types de consortia ont émergé en Chine, et davantage de bibliothèques ont commencé à rejoindre des consortia transversaux afin de contourner la hiérarchie des blocs et gagner en flexibilité. La majorité des consortia, comme ceux existant aux Etats-Unis, sont des consortia de type unique qui suivent la typologie des bibliothèques universitaires, publiques, et spécialisées. Les bibliothèques universitaires, qui ont souvent davantage de moyens que les bibliothèques publiques, n'ont pas un grand besoin de collaborer avec les bibliothèques publiques. Pour les bibliothèques publiques, c'est exactement l'inverse : des appels se multiplient en faveur de la création de consortia transversaux avec des bibliothèques universitaires et spécialisées voisines.

Les consortia de bibliothèques universitaires se multiplièrent en Chine dans les années 1990, dans la vague de la croissance rapide du réseau national d'information. Pour les bibliothèques universitaires, la collaboration documentaire débuta entre des universités d'envergure nationale et situées dans des régions développées. Les bibliothèques universitaires possèdent de nombreux avantages dans le domaine de la construction de réseaux d'information, et pour initier certains mouvements. Premièrement, leurs collections sont bien plus vastes que celles des bibliothèques publiques. Deuxièmement, elles disposent sur leur campus d'une intelligence collective incomparablement supérieure, qui crée de l'information scientifique à partager. Troisièmement, elles disposent de financements et de ressources bien plus importants que les bibliothèques publiques. Quatrièmement, elles sont suffisamment comparables et indépendantes pour leur permettre de collaborer sur un pied d'égalité. On peut citer comme exemple de consortium de bibliothèques universitaires le Réseau des bibliothèques universitaires de Shanghai²⁵, le Réseau des institutions d'enseignement supérieur de la région de Pékin²⁶, le Système d'information et de bibliothèques universitaires de Tianjin²⁷, la Bibliothèque numérique scientifique du Hebei²⁸, et le Comité des bibliothèques universitaires du Hubei²⁹. Chacun de ces consortia disposent d'une plateforme web uniforme sur laquelle les membres partagent leur catalogue collectif, des bases de données numériques, et des services de PEB. Ces consortia sont le support du partage des acquisitions et du catalogage, de la formation et de la certification des bibliothécaires, et coordonnent le développement de projets numériques et de services de référence en ligne.

Les consortia de bibliothèques publiques en Chine se forment la plupart du temps autour d'une bibliothèque centrale d'une ville ou d'une zone métropolitaine. On peut citer : le Centre d'Acquisition et de catalogage de Shenzhen, le Réseau des bibliothèques publiques de la région du Guangdong³⁰, et le consortium des bibliothèques publiques du Hubei³¹. Des consortia transrégionaux sont apparus depuis 2000. Un exemple est le Réseau des bibliothèques régionales de Chine³², co-financé par six importantes bibliothèques publiques. Il a actuellement 71 membres dans diverses régions du pays. L'un des objectifs principaux de

ces consortia de bibliothèques publiques reste le catalogage et les acquisitions partagés, en raison de l'absence d'un catalogue collectif national exhaustif.

Les consortia de bibliothèques spécialisées comportent différents types de bibliothèques et ont tenu des rôles importants dans la collaboration documentaire pour certains domaines disciplinaires spécifiques. Exemples : l'Association des bibliothèques médicales des universités chinoises³³, qui compte environ 151 bibliothèques médicales, et la Bibliothèque nationale pour la science et la technologie (NSTL)³⁴. L'un des principaux systèmes nationaux de collaboration entre bibliothèques, la NSTL se compose de 8 importantes institutions de recherche dans les domaines des sciences et technologies, et couvre les champs disciplinaires des sciences et de la technologie, mais aussi des sciences de l'ingénieur, de l'agriculture et de la médecine. Son but est de collecter, organiser et préserver de manière partagée et exhaustive les ressources d'information pour la science et la technologie en Chinois et dans les autres langues étrangères, et d'étendre l'accès à ces ressources grâce à un portail unifié. Elle possède collectivement la plus importante collection de revues imprimées de sciences et technologie, dont 29% sont en chinois et 71% dans des langues étrangères.

Les consortia multi-types regroupent différentes catégories de bibliothèques. Un exemple typique est le Réseau des ressources d'information de Shanghai (SIRN)³⁵. SIRN est un consortium régional transversal dont le but est de proposer une plateforme de partage et de recherche pour la région de Shanghai. Il compte actuellement 31 membres, dont des bibliothèques universitaires, publiques, et spécialisées. Le Réseau des ressources numériques de la province du Zhejiang³⁶ est un autre exemple, réunissant des bibliothèques universitaires, publiques, et spécialisées de la province du Zhejiang.

3. Le modèle « portail »

La collaboration documentaire en Chine aujourd'hui est largement renforcée par la formation d'une infrastructure nationale d'information, profitant de l'émergence des technologies de l'information. Cette infrastructure reflète le système politique et social du pays, qui est un système pyramidal, du gouvernement central au gouvernement régional, jusqu'aux gouvernements locaux et municipaux. Le design du modèle portail se rapproche de cette structure pyramidale en ce qu'elle se divise en trois tiers, représentés par des centres nationaux, des centres régionaux, et des centres et bibliothèques locales comme utilisateurs finaux. Ce modèle est d'une certaine manière comparable au modèle de contrôle aérien où un centre d'information sert de nœud « jusqu'auquel les passagers parviennent de divers endroits du pays, puis transportés en groupe vers des destinations étrangères »³⁷. Deux exemples de ce modèle sont présentés ci-dessous :

3.1. Le Système d'information et de bibliothèques scientifiques chinois (China Academic Library & Information System – CALIS)³⁸

C'est en commençant à planifier, dessiner et implémenter un système de bibliothèques universitaires national, en 1998, que CALIS fut instauré en tant que centre de gestion. Son objectif est la promotion et l'amélioration de la collaboration documentaire entre les bibliothèques universitaires, en optimisant les méthodes de collectes, d'accès et de diffusion des ressources et de l'information à travers une plateforme nationale. CALIS désire également aider les bibliothèques participantes à parvenir à une efficacité financière, de même qu'offrir l'information et l'accompagnement à la recherche nécessaires au progrès de l'enseignement supérieur en Chine. Il comptait fin 2006 604 membres répartis dans 27 provinces, villes et régions autonomes de Chine. Son objectif à long terme est de construire la principale bibliothèque numérique scientifique en Chine, et d'élaborer, organiser et diffuser des ressources numériques à plus de 1500 universités et établissements d'enseignement supérieur chinois³⁹.

Le mode de financement de CALIS est très particulier ; en effet, il a vocation à pouvoir s'autofinancer totalement. Les revenus proviennent de trois sources. La première est une dotation du gouvernement central, qui permet l'établissement du système. L'argent a permis d'acheter du matériel informatique et des logiciels pour les centres et les bases de données de CALIS, d'élaborer des logiciels et des bases de données, et de former le personnel. Une deuxième source réside dans les contributions des administrations locales : une province ou une ville qui souhaite héberger un centre régional de CALIS sur un de ses campus doit contribuer financièrement à sa mise en place. La troisième source de revenus provient des cotisations payées par les bibliothèques participantes, comme les droits d'adhésion et les droits d'usage. Afin d'assurer sa viabilité, CALIS continuera à rechercher des financements de sources extérieures, de même que des contributions financières internes. Le système devrait dans le futur fonctionner selon le même modèle financier qu'OCLC⁴⁰.

La structure organisationnelle de CALIS se caractérise par une combinaison d'une gestion locale avec une gestion centralisée. Le fonctionnement de CALIS est, fondamentalement, centralisé et hautement intégré. Son centre administratif national est responsable de l'administration et de l'infrastructure centrales du système. Les prestations sont rendues aux membres à travers une structure tripartite. Au sommet se trouvent 4 centres nationaux spécialisés dans certaines disciplines précises (premier tiers) ; au milieu se trouvent 28 centres régionaux ou provinciaux (deuxième tiers) devant fournir de l'assistance à toutes les autres bibliothèques membres (troisième tiers), qui sont les utilisateurs finaux. Au sein de cette structure tripartite, les centres nationaux délivrent l'information au niveau national, tandis que les centres régionaux et provinciaux coordonnent les activités de collaboration régionales avec les centres nationaux et les autres centres régionaux et provinciaux. Chaque centre fonctionne comme un portail où des prestations essentielles se négocient, s'adaptent et où le service est rendu.

Depuis sa création, CALIS a initié plusieurs projets importants en cohérence avec ses objectifs à long terme. Parmi les prestations actuellement en cours d'élaboration figurent : le plus vaste catalogue collectif chinois, un système d'acquisitions et du catalogage en ligne et partagés, une collection de bases de données chinoises et étrangères en constante augmentation, ainsi qu'un système de fourniture de document en ligne pour lequel 46 bibliothèques ont été désignées responsables. Les projets à court terme incluent la construction de plus de 50 bases de données numériques et la coordination de l'acquisition collective des bases de données étrangères.

En novembre 2003, CALIS lança le Centre de recherche de la Bibliothèque numérique scientifique chinoise, afin d'étudier et développer des technologies et systèmes d'application avancés et utilisés dans les systèmes de bibliothèques numériques. Un modèle standardisé de bibliothèque numérique fut élaboré afin d'être adapté et implémenté par les membres. Le modèle standard comprend une plateforme unifiée de recherche, un système d'exploitation, un modèle de PEB et de fourniture de documents, un module de service de référence virtuel, un système de gestion des droits numériques, etc. Jusqu'ici, 22 sites tests de bibliothèques numériques sont en cours de construction, et devraient être rendus publics dans un futur proche. Chaque site test s'appuie sur ses propres moyens humains, financiers et logistiques pour mener à bien les tâches suivantes :

- Faire de la recherche et développer des technologies pour les bibliothèques numériques et leurs applications
- Servir de site test et de pilote pour les applications technologiques
- Explorer de nouveaux modèles de services

- Mobiliser et intégrer des ressources institutionnelles et régionales dans CALIS.

3.2. La Bibliothèque scientifique chinoise des sciences humaines et sociales (China Academic Social Science and Humanities Library – CASHL)⁴¹

Lancée en 2003, CASHL a pour mission de collecter et conserver des périodiques étrangers et chinois en SHS, et de mettre à disposition un portail unique pour permettre aux utilisateurs de chercher, trouver et accéder à ces ressources. CASHL est affiliée à CALIS, qui lui fournit normes et assistance techniques.

CASHL est bâtie suivant une même structure ternaire de centres d'information nationaux, régionaux, et de bibliothèques membres. Il existe actuellement 80 bibliothèques participantes, parmi lesquelles des bibliothèques du réseau de l'Académie chinoise de sciences. CASHL coordonne les acquisitions entre les différents membres afin d'éviter la duplication. Plus de 2800 titres chinois et étrangers sont actuellement disponibles sur son site web. Elle a adopté un système centralisé de fourniture de document : lorsqu'un utilisateur trouve un document, il/elle peut demander ce document directement dans le système CASHL. Cette dernière recherche alors dans ses bases de données, ses propres collections ou celles des bibliothèques membres, et livre le fichier électronique à l'utilisateur par courriel (le document est scanné).

Les services de PEB de CALIS et CASHL ne sont pas gratuits. Bien que les utilisateurs aient un accès gratuit à certaines informations telles que données bibliographiques et certaines ressources électroniques, ils doivent payer afin de bénéficier du PEB et d'avoir accès à la plupart des bases de données (ils peuvent se voir obtenir une réduction, en fonction des abonnements souscrits par leur bibliothèque d'origine). Dès que l'utilisateur a rempli la fiche de renseignement et réglé le service en ligne, le document souhaité lui est envoyé par courrier électronique ou postal.

Analyse et discussion

1. Objectifs de la collaboration documentaire

Il existe plusieurs différences évidentes entre les objectifs et les priorités des programmes de collaboration documentaire aux Etats-Unis et en Chine. Aux Etats-Unis, ces objectifs ont évolué au cours des étapes de leur développement. Avant l'époque de l'informatique, les activités de collaboration documentaire se concentraient sur l'amélioration du partage des ressources imprimées locales. Une étude menée par James Kopp de la collaboration entre bibliothèques entre 1931 et 1974 recensa 24 types d'activités de collaboration. Les quatre principaux étaient : (1) faciliter les possibilités d'emprunts réciproques ; (2) étendre les services de PEB ; (3) réaliser des catalogues collectifs ; et (4) proposer des services de photocopie. Trente-six ans plus tard, l'emprunt réciproque sur place n'est plus un élément majeur du service de PEB, et les catalogues collectifs sont aisément accessibles aux niveaux national (OCLC) et régional (consortia d'Etat ou régionaux).

De nos jours, la collaboration documentaire aux Etats-Unis s'intéresse avant tout aux services pouvant être mis en œuvre dans un environnement numérique et collaboratif. Les objectifs actuels couvrent généralement : (1) la création d'un catalogue virtuel incluant l'ensemble des collections des membres d'un consortium ; (2) l'établissement d'un réseau d'emprunt et de fourniture de document pouvant servir d'alternative plus économique au service de PEB ; (3) le lancement d'acquisitions collectives de bases de données, de revues et livres numériques ; et (4) une offre de formation et d'ateliers concernant les nouvelles pratiques et nouvelles technologies. Beaucoup de consortia d'Etat sont devenus des prototypes de bibliothèques

numériques dans leurs régions respectives. GALILEO en Géorgie, et I-Share en Illinois en sont deux exemples déjà en activité. Au niveau national, OCLC accompagne et fournit des solutions à toutes ses bibliothèques dans les domaines du catalogage et des métadonnées, de la numérisation et de la conservation, du partage des ressources, du développement des collections, et de la gestion des contenus numériques. Ces dernières années, il a lancé un service gratuit, WorldCat.org, qui est sur le point de devenir le nouveau modèle de bibliothèque numérique nationale. Il permet à chacun de rechercher un document, en fonction des dispositions prises par les bibliothèques en matière de prêt. Sont fournis également des liens utiles vers des maisons d'éditions et des libraires, pour le cas où l'utilisateur souhaiterait faire l'acquisition du document en question.

La collaboration documentaire débuta en Chine dans les années 1990, rendue en grande partie possible grâce aux réseaux de communication récemment construits. Cependant, il reste beaucoup de travail à faire pour rattraper le retard et se doter d'un réel environnement collaboratif. La priorité première fut, et reste, de construire un catalogue collectif national, sans lequel le catalogage partagé et le PEB sont impossibles. Une deuxième priorité était d'acquérir l'accès aux principales revues électroniques étrangères, et notamment en sciences et technologies, médecine et agriculture, qui sont extrêmement chères mais indispensables aux progrès de la nation en termes d'éducation et de recherche. Par le passé, la BnC, l'Académie des sciences et quelques grandes universités nationales s'efforçaient à maintenir de manière autonome des collections imprimées, la BnC étant le centre national désigné pour héberger la collection la plus complète possible des revues étrangères. Dans le contexte actuel, la croissance exponentielle des prix des revues et le glissement vers le format numérique a entraîné ces institutions à réévaluer leurs politiques d'acquisition. Aucune de celles-ci ne pouvait constituer à elle seule des collections de revues étrangères. La BnC, aussi grande qu'elle soit pour la Chine, n'est plus considérée comme un modèle pouvant répondre aux exigences des acquisitions documentaires. Des alliances nationales émergentes, comme CALIS et CASHL, se sont fixé comme objectif d'obtenir l'accès aux publications électroniques de revues étrangères par le biais de la négociation collective, et d'améliorer leur efficacité financière en adoptant pour les revues étrangères un modèle fondé sur les besoins réels, ainsi que sur l'accès et la délivrance rapide des documents. Le service de PEB traditionnel reste parmi les priorités essentielles de toutes les initiatives de collaboration documentaire, mais seulement aux étapes préliminaires. Les demandes de PEB progressent, mais lentement.

2. Typologie, taille et structure de la collaboration documentaire

La collaboration documentaire aux Etats-Unis commença par des projets simples, avant de prendre la forme de consortia de bibliothèques. D'un point de vue national, les activités étaient très décentralisées. La plupart des consortia de bibliothèques aux Etats-Unis sont constitués en fonction des types de bibliothèques et de la proximité géographique. Il n'existe pas de centre national de contrôle et de gestion des efforts et activités. Fondamentalement, chaque Etat dispose d'au moins un consortium dont l'action se définit sur l'ensemble du territoire de l'Etat, et la majorité des consortia regroupe des bibliothèques universitaires de l'ensemble d'un Etat ou même de plusieurs Etats, bien que le nombre de consortia de bibliothèques publiques soit en augmentation. Ces consortia se forment pour résoudre des problèmes communs. Certains se dissolvent lorsque les objectifs communs sont atteints. Le fait qu'il existe aux Etats-Unis très peu de consortia regroupant différents types de bibliothèques traduit que la différence entre les objectifs des bibliothèques publiques et ceux des bibliothèques universitaires est telle, qu'il ne serait bénéfique ni aux premières ni aux secondes de former une alliance.

Aux Etats-Unis, le choix de rejoindre un consortium revient à la bibliothèque, et il n'est pas rare de voir une bibliothèque s'impliquer dans différents consortia en fonction de ses propres priorités et objectifs. Afin de s'assurer que leurs publics ont accès au plus grand nombre de ressources documentaires possibles, plusieurs grandes bibliothèques de recherche ont coutume d'allouer une part considérable de leur budget annuel aux dépenses liées aux consortia, et ces sommes servent parfois à mesurer la force et les capacités de la bibliothèque. Ainsi par exemple, l'université de Pennsylvanie est membre du consortium des bibliothèques universitaires de Pennsylvanie, et prend part à son service de PEB E-Zborrow, qui couvre l'étendue de l'Etat. Elle est également membre du consortium inter-états nommé Borrow Direct, qui regroupe exclusivement des universités de la prestigieuse Ivy League, telles Yale, Columbia, Princeton, etc. Des sept membres du consortium Borrow Direct, cinq sont également membres du consortium interbibliothèques RAPID, qui assure une délivrance rapide des documents entre les différentes bibliothèques associées.

En Chine, la collaboration documentaire est davantage un phénomène lié à la croissance économique. Afin d'atteindre une place dominante sur le marché, les entreprises commerciales nouent partenariats et alliances. Les institutions d'enseignement ont commencé à fusionner et à se consolider en formant de grandes universités de recherche multidisciplinaires, afin de progresser dans les classements nationaux et d'attirer les étudiants potentiels par leur taille et leur offre de formation. En conséquence, les bibliothèques qui dépendaient autrefois d'établissements uniques doivent désormais fonctionner en réseau, a minima, si ce n'est fusionnées. Au niveau régional, les bibliothèques universitaires ont commencé à discuter de partenariats et accords réciproques, ainsi que de leur présence commune sur le web.

La collaboration documentaire dans le modèle consortium a tendance à devenir décentralisée, quand les bibliothèques recherchent une plus grande liberté en nouant des partenariats avec des institutions comparables. D'un autre côté, la plupart des consortia sont lancés et financés par des administrations locales ou régionales pour accompagner le développement économique et pédagogique régional ; c'est pourquoi les consortia de bibliothèques doivent créer un système centralisé afin de contrôler et diriger leurs activités. En général, les bibliothèques universitaires disposent de plus d'autonomie que les consortia de bibliothèques publiques. Lorsque les bibliothèques ont leurs propres sources de revenus, elles ont plus de liberté dans la détermination de leur budget. En termes de ressources techniques et humaines, les bibliothèques universitaires sont généralement mieux dotées que les bibliothèques publiques. C'est pourquoi, dans le partage, les bibliothèques universitaires contribuent de manière plus égalitaires que les bibliothèques publiques, qui dépendent largement des grandes bibliothèques municipales ou régionales. Quant aux consortia de bibliothèques spécialisées, elles disposent de leurs propres modalités d'organisation et de financement. Financées par les agences gouvernementales, elles ont tendance à tomber dans les « blocs » administratifs centralisés, et la collaboration documentaire s'organise généralement au sein de systèmes similaires.

3. Le financement et la gouvernance

La collaboration documentaire aux Etats-Unis est la plupart du temps gérée par un conseil d'administration, généralement constitué des directeurs des bibliothèques participantes. Certains programmes collaboratifs sont principalement financés par le gouvernement. Les Etats qui reçoivent le soutien le plus fort de la part du gouvernement disposent normalement d'excellents programmes de coopération. Par exemple, I-Share, OhioLINK, et GALILEO sont considérés comme les meilleurs programmes de collaboration documentaire du pays. D'autres programmes sont financés en partie par le gouvernement afin de couvrir les coûts de démarrage, et en partie des contributions des membres. A l'inverse, les organisations

autonomes qui fonctionnent sur un mode économique industriel afin de bénéficier de financements externes, sont de plus en plus populaires.

Les programmes de collaboration documentaire en Chine sont financés en premier lieu par le gouvernement. La collaboration entre bibliothèques se trouve limitée par les divisions administratives. Les programmes de collaboration documentaire en Chine sont différents de ceux menés aux Etats-Unis en ce qu'ils ne se gouvernent pas eux-mêmes, pas davantage d'ailleurs que les bibliothèques partenaires. Cependant, un certain nombre de programmes, tels CALIS, commencent à migrer vers un modèle indépendant et auto-financé, poursuivent l'expansion de leurs services et de leurs publics, et encouragent d'autres catégories de bibliothèques à les rejoindre. Ce faisant, ils ont pu gagner en influence bien davantage que d'autres programmes de collaboration documentaire.

Conclusion

Des progrès remarquables ont été faits ces vingt dernières années dans le domaine de la collaboration documentaire en Chine, grâce principalement à des grandes initiatives nationales financées par le gouvernement. Le changement de paradigme a contraint les bibliothèques à nouer des partenariats et des alliances pour répondre à différents défis. Le modèle de dépôt centralisé est devenu obsolète. Le lieu où s'exerce le contrôle sur les collections de la bibliothèque est sorti des murs de celle-ci, à cause de l'augmentation rapide de la proportion des collections partagées. Comme l'observe Marshall Keys, « lorsque les bibliothèques louent ou accordent des licences sur une large part de leurs ressources, le contrôle sur la collection est transféré à d'autres institutions et organisations »⁴². Ce changement de paradigme entraîne les bibliothèques à davantage de collaboration par l'intermédiaire d'un large réseau, afin de conserver le contrôle de l'accès à leurs ressources.

Trois exemples de collaboration documentaire ont émergé dans ce nouvel environnement. La BnC, exemple du modèle centralisé, a joué un rôle essentiel dans la refonte du système des bibliothèques publiques chinoises, et a fait des efforts substantiels pour fournir de l'information bibliographique comme moyen de promotion de la collaboration documentaire. Pour la BnC cependant, cette collaboration est un simple service à sens unique aux autres bibliothèques publiques, représentant un coût important. Il y a très peu de réciprocité dans cette collaboration avec les autres bibliothèques. La rigidité et la hiérarchie de ce modèle centralisé ont été sérieusement mises en concurrence par l'émergence des consortia et des systèmes de collaboration documentaire via des portails, plus flexibles et efficaces.

La NSTL, exemple du modèle consortium et d'un système de bibliothèques spécialisées, ne suit pas la structure ternaire et est pensée pour être une bibliothèque virtuelle offrant un accès internet à l'exhaustivité de ses collections, indépendamment de leur emplacement physique. Il s'agit du premier système national de collaboration documentaire qui a rompu les barrières des disciplines et des blocs hiérarchiques.

CALIS et CASHL, exemples du modèle « portail », sont sur plusieurs points à la tête de la construction d'un réseau national d'information pour les bibliothèques universitaires. Sur la base d'études de faisabilité et de l'exemple des pays développés, ils ont adopté une structure organisationnelle ternaire grâce à laquelle le développement des collections est coordonné entre les membres et des services sont fournis aux usagers. Un réseau national de bibliothèques a été formé pour intégrer, préserver et diffuser des ressources sur internet, pour être accessibles aux utilisateurs quelque soient l'endroit ou l'heure. Le succès du modèle « portail » constitue un bon cas pour les autres bibliothèques en développement, qui sont également en cours de constitution d'un système national de bibliothèques.

En termes de développement des contenus, ces importants systèmes nationaux de collaboration documentaire chinois ont construit leurs propres collections. Ensemble, elles couvrent tous les grands domaines de recherche et incluent la majorité des bibliothèques des différentes catégories en Chine : CALIS couvre les bibliothèques universitaires ; CASHL les périodiques de sciences humaines et sociales des bibliothèques universitaires et de recherche ; NSTL les ressources en sciences et technologie des bibliothèques spécialisées, et le Projet national de partage des Sources d'information culturelle les ressources d'information culturelles des bibliothèques publiques.

En termes de prestations de services à leurs membres dans tout le pays, tous les systèmes nationaux de collaboration documentaire insistent sur la construction de systèmes de bibliothèques numériques. NSTL fut créée en tant que bibliothèque numérique. La BnC a récemment transformé son site web en bibliothèque numérique, bien que le projet soit actuellement encore en cours de réalisation. CALIS a testé son propre modèle de bibliothèque numérique par l'intermédiaire de 22 de ses bibliothèques membres. Ces systèmes de collaboration documentaire ont surmonté les barrières géographiques et tissé un réseau national de savoirs, pouvant être utilisé par la population dans tout le pays.

L'avenir verra sans aucun doute en Chine la coopération, et même la fusion, de ces différents systèmes, tout comme aux Etats-Unis la fusion de WLN, RLG et d'autres systèmes de collaboration documentaire avec OCLC, afin que ces différentes réalisations puissent être associées, devenir un point d'entrée unifié et gigantesque de coordination des diverses activités de collaboration documentaire nationales, et participer aux efforts de collaboration documentaire internationale.

Remerciements

Les auteurs souhaiteraient exprimer leur gratitude à madame Anne Marie Candido, du bureau de direction des bibliothèques de l'université d'Arkansas pour ses conseils éditoriaux. La présentation est rendue possible par l'aide généreuse accordée par le bureau de direction des bibliothèques de l'université d'Arkansas.

¹ Brian Alley, "Never Before in the History of Libraries," in *Library Technology 1970-1990: Shaping the Library: Research Contributions from the 1990 Computer in Libraries Conference*, ed. Nancy Melin Nelson (Westport: Meckler, 1991): 79.

² Susan M. Stearns, "Changing Trends in Local Systems Automation: The Impact on Libraries and Vendors," in *Library Technology 1970-1990: Shaping the Library: Research Contributions from the 1990 Computer in Libraries Conference*, ed. Nancy Melin Nelson (Westport: Meckler, 1991): 93.

³ Dennis Reynolds, *Library Automation: Issues and Applications* (New York: R.R. Bowker, 1985): 327.

⁴ Ibid, 328.

⁵ L'une des publications les plus anciennes concernant le PEB fut un article de Samuel S. Green dans le premier numéro du *Library Journal* en 1876, intitulé "The Lending of Books to One Library by Another."

⁶ "Interlibrary Loan Code for the United States Explanatory Supplement."

<http://www.ala.org/ala/rusa/rusaprotools/referenceguide/interlibraryloancode.htm> (consulté le 30 avril 2007)

⁷ Dennis Reynolds, 125.

⁸ "OCLC Global Sharing Program," <http://www.oclc.org/resourcesharing/features/groups/globalgac/default.htm> (consulté le 13 mai 2007)

⁹ Jie Fan, "A Comparative Study of Interlibrary Loan between Chinese and U.S. Libraries," *Theory and Practice in Library*. no. 2 (2002): 31-34 (en Chinois)

¹⁰ Robert D. Stueart, Margo Chris, Barbara J. Ford, "China's Library in Transition," *Library Journal*, September 1 (1987): 143-48.

- ¹¹ Xiaohong Zhao, "Eyes on the Quality and Improvement of Data Processing," in *The National Library of China Series: Selections of the Award Winning Articles from the Eighth Scientific Symposium of the National Library*, ed. by Furiu Zhan, (Beijing: Beijing Library Press, 2005): 111 (en Chinois)
- ¹² Guo Ben, "Acquisitions and Cataloging in a Global Environment," in *The National Library of China Series: Selections of the Award Winning Articles from the Eighth Scientific Symposium of the National Library*, ed. Furiu Zhan, (Beijing: Beijing Library Press, 2005), 40 (en Chinois).
- ¹³ Yi Lu, "Level of Bibliographic Records at National Library of China," in *The National Library of China Series: Selections of the Award Winning Articles from the Eighth Scientific Symposium of the National Library*, ed. Furiu Zhan, (Beijing: Beijing Library Press, 2005): 48 (en Chinois).
- ¹⁴ Jie Fan, "A Comparative Study of Interlibrary Loan between Chinese and U.S. Libraries," *Theory and Practice in Library*, no. 2 (2002): 31-34 (en Chinois)
- ¹⁵ Yan Xu and Yu-qing Fei, "Library Resource Sharing: A Comparative Analysis of Interlibrary Loan Services in China and the U.S.," *Journal of Suzhou Railway Teachers' College* 19 no.4 (November, 2002): 45. (en Chinois)
- ¹⁶ Qiang Zhu, "Latest Development of Internet in Mainland China," <http://www.lib.ku.edu/eastasia/paper01.shtml> (consulté le 27 avril 2007).
- ¹⁷ Le consortium fut lancé par CALIS et plusieurs de ses membres. En complément à CALIS, les membres fondateurs du consortium furent 22 bibliothèques universitaires. Les statuts du consortium furent approuvés et ses missions furent définies comme suit : « créer un environnement permettant (1) une planification centralisée et une coordination des développements d'une bibliothèque numérique partagée par les différents membres, (2) des processus et une indexation standardisés, (3) un développement partagé des collections et de l'achat des bases de données, et (4) un partage des ressources optimisé entre les bibliothèques universitaires ».
- ¹⁸ Liufeng Ma, Yanping Zheng, "A study of Chinese Scholarly Publications on Collaborative Resource Building and Sharing in the Past 10 Years," *Modern Information*, 5 (2005): 2-3. (en Chinois)
- ¹⁹ Wei Sun, Fang Zhao, "Considerations on Building Regional Library Information Support System in China," *Theory and Practice in Library*, no. 3 (2006): 24. (en Chinois)
- ²⁰ Shangming Hu, "Study of Resource-Sharing Models for Local Libraries," *Study of Library Science*, 7 (2006): 42-45; Ling Yuan, "On the Development of Collaborative Acquisitions and Resource Sharing among Regional Libraries," *Shanxi Library Journal*, 3 (2005): 10-11, 79.
- ²¹ "History of National Library of China." <http://www.nlc.gov.cn/service/guanyuguotu/lishi.htm>; "Document Service of National Library of China." <http://www.nlc.gov.cn/service/fuwudaohang/wenxiantigong.htm> (consulté le 12 mai 2007)
- ²² Renxia Song, Zhigeng Wang, "Building Foreign Language Periodical Collections for National Library of China in a Web Environment," in *The National Library of China Series: Selections of the Award Winning Articles from the Eighth Scientific Symposium of the National Library*, ed. Furiu Zhan, (Beijing: Beijing Library Press, 2005): 204 (en Chinois).
- ²³ "Consortium of National Information Resource Sharing." <http://www.nlc.gov.cn/old/old/newpages/english/cooperate/index.htm> (consulté le 10 mai 2007)
- ²⁴ "National Cultural Information Resource Sharing Project." <http://www.ndcnc.gov.cn> (consulté le 10 mai 2007)
- ²⁵ "Network Library of Colleges and Universities of Shanghai." <http://www.lib.sh.edu.cn> (consulté le 10 mai 2007)
- ²⁶ "Net Library of Beijing High Education." <http://www.netlib.edu.cn> (consulté le 10 mai 2007)
- ²⁷ "Tianjin Academic Library Information System." <http://www.tjdl.cn/index.jsp> (consulté le 10 mai 2007)
- ²⁸ "Hebei Academic Digital Library." <http://www.hbidl.com.cn> (consulté le 10 mai 2007)
- ²⁹ "Hubei Academic Library Committee." <http://www.lib.whu.edu.cn/tgw/index.htm> (consulté le 10 mai 2007)
- ³⁰ "Guangdong Province Public Library Automation Network." <http://www.zslib.com.cn/zslib90th/lanmu/xxw.htm> (consulté le 10 mai 2007)
- ³¹ "Hubei Public Library Consortium." <http://hbgxgc.library.hb.cn/index.html> (consulté le 10 mai 2007)
- ³² "China Regional Libraries Network." <http://www.crlnet.org> (consulté le 10 mai 2007)
- ³³ "Medical Library Association of Chinese Universities and Colleges." <http://168.160.60.100/xiehui/jianjie.htm> (consulté le 10 mai 2007)
- ³⁴ "National Science and Technology Library." <http://www.nstl.gov.cn/index.html> (consulté le 10 mai 2007)
- ³⁵ "Shanghai Information Resources Network." <http://www.libnet.sh.cn/newsirn> (consulté le 10 mai 2007)
- ³⁶ "Zhejiang Province Digital Resource Network." <http://www.zjdh.org> (consulté le 10 mai 2007)
- ³⁷ Rush G. Miller, Peter X Zhou. "Global Resource Sharing: A Gateway Model." *Journal of Academic Librarianship*, 25 (4) (1999): 282.
- ³⁸ "China Academic Library & Information System." <http://www.calis.edu.cn> (consulté le 10 mai 2007)
- ³⁹ Xiaoxia Yao, Ling Chen, "Exploring the services provided by CALIS: meeting the needs of member libraries", *Library Management*, Vol. 26, No. 8/9 (2005): 471-477.

⁴⁰ Longji Dai, Ling Chen, Hongyang Zhang, “China Academic Library and Information System: An academic library consortium in China”, *Information Technology and Libraries*, Vol.19, Iss. 2 (Jun 2000): 66-71.

⁴¹ “China Academic Social Science and Humanities Library.” <http://www.cashl.edu.cn> (consulté le 10 mai 2007)

⁴² Marshall Keys, “The Evolving Virtual Library” A Vision, Through a Glass, Darkly, in *The Evolving Virtual Library II: Practice and Philosophical Perspectives*, ed. Laverna M. Saunders (Medford, NJ: Information Today, Inc.) 169.